



Retrouvez-nous également en audio avec notre podcast d'actualité « La Story »

débats

IA et éducation : une rentrée particulière

Les enseignants sont plus prêts à l'ère de l'IA qu'on ne l'imagine

par Gilles Babinet et Florence Rizzo

Dans un monde où l'intelligence artificielle s'invite dans tous les aspects de nos vies, l'école est inéluctablement appelée à se réinventer. Le scénario « learn-as-you-go », l'un des quatre proposés par l'OCDE, imagine un futur proche où l'apprentissage est fluide, continu, intégré à tous les moments de la vie. L'IA y joue un rôle majeur, en accompagnant chacun de manière personnalisée, en proposant les bonnes ressources au bon moment.

Pour nous, il n'est en aucun cas question de la disparition des enseignants. Bien au contraire. Cela est d'ailleurs mis en évidence dans le dernier baromètre Ecoluma qui vient de paraître. Les enseignants situent de plus en plus le cœur de leur mission dans un accompagnement pédagogique différencié selon les besoins de chaque élève ainsi que dans le maintien d'un lien social et affectif fort. Autant de dimensions profondément humaines que l'IA ne peut remplacer. Les enseignants se projettent donc en mentors, en soutiens, en activateurs de sens. Une vision en cohérence avec les analyses de l'OCDE, qui anticipent une évolution du métier vers la motivation, la médiation, et la gestion des dynamiques interpersonnelles.

Développer l'esprit critique

Du côté des élèves, ce futur appelle également un changement de paradigme. Interrogés sur les compétences à développer en priorité, les enseignants désignent très majoritairement l'esprit critique (48 %) et les compétences sociales

et émotionnelles. Face à la multiplication des contenus générés par des intelligences artificielles, savoir exercer son jugement, démêler le vrai du faux, construire une pensée autonome, se relier aux autres devient vital.

Ce que ces choix révèlent, c'est une hiérarchisation claire des priorités éducatives : dans un monde automatisé, l'école doit cultiver ce qui reste irrédûctiblement humain. L'esprit critique, la curiosité, la créativité, mais aussi la capacité à coopérer, à dialoguer, à comprendre l'autre. Autant de compétences qui ne s'apprennent pas seulement dans des manuels, mais qui se développent dans la relation, dans le conflit constructif, dans l'expérience vécue.

Si demain, les métiers les plus exposés à l'IA sont ceux qui exigent un bac +5, à quoi doit servir l'école ? Une chose est sûre, les métiers de terrain — infirmier, agriculteur, artisan... — résisteront mieux car l'IA ne pourra pas remplacer ni la main, ni le soin, ni le lien. Transformer l'école à l'heure de l'IA, ce n'est

Dans un monde automatisé, l'école doit cultiver l'esprit critique, la curiosité, la créativité, mais aussi la capacité à coopérer et à dialoguer.

donc pas seulement introduire de nouvelles technologies dans les classes. C'est repenser en profondeur la finalité même de l'éducation, c'est réfléchir à ce que l'IA ne pourra pas remplacer. Et redonner toute sa valeur à ce qui, dans la relation humaine, est irremplaçable.

La France doit investir à la fois dans l'innovation technologique et dans la préparation des jeunes générations à comprendre l'IA, à ne pas se laisser manipuler, à développer créativité et agilité, des atouts essentiels pour eux comme pour notre pays.

Contrairement aux idées reçues, ce baromètre révèle que la majorité des enseignants se disent prêts à relever ce défi. Mais ils le sont à une condition : être formés, accompagnés, soutenus dans cette mutation. Trop souvent, nous entendons dire que la révolution IA est à saisir immédiatement, dans les mois qui viennent et qu'après ce sera perdu, notre pays sera immanquablement déclassé. Lorsque l'on observe les précédentes révolutions industrielles, ce qui frappe est plutôt le contraire : ce sont les pays qui ont misé sur la diffusion des techniques, l'éducation, ceux qui ont eu l'audace de penser autrement, qui s'en sont le mieux sortis.

Former nos élèves à l'ère de l'IA, les doter d'un sens critique, les inviter à être audacieux c'est aussi une façon de garder la main sur notre avenir — et cela commence par donner à nos enseignants les moyens de le bâtir !

Gilles Babinet est entrepreneur. Florence Rizzo est fondatrice d'Ecoluma.

Pourquoi notre modèle éducatif doit changer

par Boris Walbaum

Les offres pour les jeunes diplômés ont chuté de 35 % aux Etats Unis depuis janvier 2023 et de 33 % au Royaume-Uni par rapport à 2024. La conjoncture pèse, mais ces chiffres traduisent aussi les premiers effets de l'IA sur l'emploi.

Contrairement aux révolutions technologiques passées, les jeunes diplômés sont désormais exposés : selon Dario Amodè, PDG d'Anthropic, la moitié des emplois qualifiés de début de carrière pourraient disparaître d'ici cinq ans. Au-delà de la conjoncture, il est clair que l'IA accélère la transformation de nos économies, comme de nos sociétés.

Notre modèle éducatif n'y est pas préparé. Le risque d'un chômage de masse parmi les jeunes diplômés, y compris les meilleurs, est réel à moyen terme. Pour les préparer à un monde incertain, en constante évolution, il faut faire beaucoup plus qu'adapter les formations aux « nouveaux métiers » — eux-mêmes éphémères. Il faut inventer une éducation post-IA qui donne aux étudiants les armes pour affronter l'incertitude et l'accélération qui marqueront les décennies à venir.

Ce que la machine ne sait pas faire

Premièrement, l'enseignement supérieur post-IA doit développer avant tout les compétences intellectuelles fondamentales plutôt que la maîtrise de techniques et de connaissances : en mathématiques, les matrices importent moins que la capacité à apprendre et à modéliser ; en philosophie, il s'agit moins de comprendre le

Il faut inventer une éducation post-IA qui donne aux étudiants les armes pour affronter l'incertitude [...] des décennies à venir.

« Discours de la méthode » que d'aiguiser l'esprit critique et la faculté à questionner. Ces compétences intemporelles doivent l'emporter sur les savoirs qui en sont le support nécessaire.

Deuxièmement, il faut élargir notre conception de l'intelligence et intégrer sa dimension sociale, émotionnelle et pratique. Avec l'IA, la valeur ajoutée humaine réside s'étend bien au-delà de l'intellect : dans la capacité à coopérer et mobiliser l'intelligence collective, à comprendre et réguler les émotions dans des environnements instables, et à agir avec discernement face à des situations inédites. Ces aptitudes deviennent essentielles car elles relèvent de ce que la machine ne sait pas faire : construire la confiance, maintenir la motivation, arbitrer dans l'incertitude, inventer des solutions concrètes et adaptées. Leur poids dans les critères des recruteurs augmente déjà, mais notre enseignement supérieur reste très en retard pour les cultiver. Ne

toublions pas, ces formes d'intelligence sont également celles d'une vie personnelle épanouissante car elles satisfont nos aspirations fondamentales. Troisièmement, il faut dépasser une logique de programmes balisés pour l'enrichir d'une pédagogie de l'exploration et de l'aventure. Au travers de projets et d'expériences, les étudiants développent curiosité, adaptation à l'imprévu, prise de risque, innovation, jugement et sens éthique. On n'apprend à affronter l'incertitude qu'en la pratiquant concrètement, avec l'enseignant non plus simple transmetteur mais guide, aidant chacun à comprendre ses réactions et à les transformer.

Enfin, il convient bien sûr d'intégrer la technologie dans les formations supérieures — tout en préservant des espaces sans technologie. Mais il faut aller au-delà en cultivant une véritable curiosité pour son fonctionnement, ses usages, ses implications et ses limites. C'est ainsi qu'étudiants et enseignants deviendront les early adopters critiques dont ont besoin nos recruteurs comme notre société.

Certains établissements ont amorcé cette mue, comme les collèges universitaires néerlandais. D'autres, plus récents, se sont créés précisément à partir de ces impératifs — Forward College ou Minerva University en sont deux exemples. Ce qui est certain, c'est que l'excellence passée ne prédit plus l'excellence de demain.

Boris Walbaum est fondateur de Forward College et auteur du livre « Education. IA » (Ed. Débats publics).

Pour une Europe à deux vitesses

Face aux crises — Covid, Ukraine, guerre commerciale américaine, etc. —, l'Europe cumule paradoxalement capacité de réaction et incapacité opérationnelle. Avant même la défaite sur les tarifs douaniers, le sort des rapports Draghi et Letta était éclairant : diagnostic imparable, consensus affiché, exécution ratée...

Rien d'étonnant à 27 avec des règles d'unanimité qui paralysent l'action et expliquent nos retards de financement, de recherche ou de politique industrielle. Pour sortir de l'impasse, le bon sens appelle une Europe à deux vitesses. Conserver le formidable projet politique européen qui a créé les conditions d'une paix durable en son sein et permis à un marché de 450 millions de consommateurs d'affronter le monde extérieur.

Tout en admettant l'évidence que dans l'Union, comme dans « La ferme des animaux » d'Orwell, si

CHRONIQUE
par Bernard Spitz



tous les pays européens sont égaux, certains le sont plus que d'autres. Les plus développés, les plus peuplés, ceux qui payent le plus aussi, sont les mieux à même d'assurer notre souveraineté, qu'elle soit politique, économique, numérique ou sanitaire. C'est autour d'eux que doit s'organiser l'Europe à deux vitesses.

L'alternative de la voie technique

Pour y parvenir, oublions la modification des traités. Il y faudrait un temps infini, quand nous avons besoin de décisions rapides. L'alter-

native, c'est la voie technique. Sans panache ni symbolique politique, elle a pour elle le pragmatisme qui consiste à s'appuyer sur la procédure peu appliquée des « coopérations renforcées ». De quoi s'agit-il ? Du mécanisme qui permet à un groupe restreint d'États membres d'avancer dans un domaine spécifique, sans avoir besoin de l'accord des autres.

Prévue par l'article 20 du Traité sur l'Union européenne et les articles 326 à 334 du Traité sur son fonctionnement, la coopération renforcée réunit au moins 9 États pour mettre en œuvre une initiative commune dans un domaine de compétence de l'UE. Elle est autorisée par le Conseil à la majorité qualifiée et par le Parlement européen.

Ainsi, sans toucher aux traités, on pourrait contourner l'unanimité dans de nombreux domaines et agir vite. Cet instrument n'a été utilisé dans le passé que sur de modestes sujets, au regard des

besoins du moment : la protection des brevets, les couples binationaux, la lutte contre la fraude...

Une démarche pointilliste alors qu'il nous faudrait aujourd'hui un bloc cohérent et structuré d'actions

Ce bloc de coopérations renforcées accélérerait l'intégration européenne dans les domaines où le consensus à 27 est impossible.

communes dans les domaines essentiels. L'objectif serait de définir un paquet ambitieux et cohérent avec le rapport Draghi, de coopérations renforcées sur la fiscalité, le numérique, la politique industrielle, l'immigration, les politiques sociales.

Selon les sujets, le périmètre des membres pourrait varier, mais un bloc central serait présent partout pour en assurer la cohérence politique, économique et juridique ainsi que le lien nécessaire et complexe avec la Commission et le Parlement.

Un bloc central

Qui pour composer ce bloc central ? Le triangle stratégique franco-italo-allemand avant tout, celui sans lequel aucun équilibre européen n'est possible. Pourraient le rejoindre Espagne, Pays-Bas, Belgique et Autriche. Les cas des pays hors zone Euro comme la Pologne, la Suède et le Danemark sont dis-

tingts, comme ceux de l'Irlande et du Luxembourg si l'on veut traiter des sujets fiscaux.

Ce bloc de coopérations renforcées accélérerait l'intégration européenne dans les domaines où le consensus à 27 est impossible. Il permettrait de s'affranchir largement de la bureaucratie, simplifierait les prises de décision et aurait un effet d'entraînement, même dans les domaines réservés par le traité et le marché intérieur.

Un tel bloc Draghi compatible est le chaînon manquant pour permettre à l'Union Européenne de tenir son rang vis-à-vis des États-Unis, la Chine ou le Sud Global ; et de faire face à l'impérialisme russe. Il faut pour cela une volonté politique des 3M — Meloni, Merz et Macron. C'est le grand dessein à ouvrir d'ici 2027 pour changer la donne et redonner confiance en l'Europe.

Bernard Spitz est président de BS Conseil.